

INTEGRATION REGIONALE, DEVELOPPEMENT DURABLE ET CONSOLIDATION DE LA PAIX EN AFRIQUE CENTRALE

Par Parfait OUMBA, *Doctorant en droit et enseignant assistant à l'UCAC*

Introduction :

L'actualité internationale et régionale fait état d'une corruption récurrente et d'une mauvaise gestion des ressources publiques tirées de l'exploitation des ressources naturelles en Afrique centrale. Les mêmes observations sont faites sur l'inefficacité de l'aide au développement en Afrique centrale. Par ailleurs, il semble que cette région serait la moins avancée dans le processus d'intégration régionale au regard des autres régions africaines inscrites dans la stratégie continentale de l'Union africaine. Toutes ces constatations pourraient expliquer les situations de pauvreté, de violations des droits de l'homme et d'infertilité démocratique observées en Afrique centrale. De tels diagnostics nourrissent le scepticisme sur la possibilité de réaliser les objectifs du millénaire souscrits par les Etats d'Afrique centrale dans le cadre des Nations Unies. Dès lors sont prescrites des mesures urgentes sur la revitalisation de l'Etat de droit, la consolidation de la paix, la promotion d'un espace public démocratique et convivial, la mise en œuvre des politiques publiques efficaces enracinées dans une dynamique de développement durable.

Toutefois, de telles préconisations ne peuvent faire l'économie d'une gouvernance transparente, efficace et efficiente. A ce titre, on pourrait parfaitement rappeler que depuis une dizaine d'années de nombreux rapports et études ont été établis et publiés, tant par les organisations internationales que par les ONG « internationales » sur les exigences de la lutte contre la corruption et la transparence dans la gestion des finances publiques tirées de l'exploitation des ressources naturelles minérales et énergétiques. Point n'est besoin de rappeler la médiatisation des actions judiciaires engagées ici et là contre certaines autorités publiques pour corruption et détournement de la fortune publique.

L'Afrique centrale n'est pas qu'une terre de conflits et de calamités naturelles. C'est aussi un oasis de la biodiversité et une aire de ressources naturelles stratégiques qui comprend des territoires qui s'étalent entre les espaces sahéliens du Tchad aux plaines du Congo (RDC) bordant la Zambèze. Cet espace représente une vaste étendue forestière d'environ 2.300.000 km². Ses forêts sont reconnues pour leur diversité biologique exceptionnelle et contribuent à la lutte contre l'effet de serre. L'exploitation pétrolière y est abondante avec la présence des grandes entreprises multinationales. L'exploitation du diamant y donne lieu à de nombreux trafics. Encore appelé « bassin du Congo », ce territoire régional regroupe plusieurs pays : Cameroun, Congo, République démocratique du Congo, République centrafricaine, Guinée équatoriale, Gabon, Burundi, Rwanda, l'Angola et le Tchad. Ces pays forment (avec Sao tomé et principe) la communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC).

L'Afrique centrale traverse une phase de mutations complexes, rapides et profondes, accompagnées d'une croissance démographique soutenue et d'une augmentation du nombre de réfugiés et de populations déplacées ? Si ces mutations génèrent des situations de violence, sur le fond de ressources mal gérées, il est important de distinguer, entre plusieurs formes de conflits, les conséquences immédiates à différents niveaux, ainsi qu'entre divers impacts à

moyen et long terme sur les perspectives de développement durable. Ce travail est nécessaire à la compréhension du processus de développement social et économique de la région et de la manière dont les pays d'Afrique centrale pourront réaliser les objectifs du millénaire.

Les conflits en Afrique centrale ont leur origine dans l'économie de la prédation qui a vu naître non seulement des gouvernements prédateurs se détournant de l'idéal de la « construction nationale » affirmé après les indépendances, mais aussi des groupes rebelles liés aux réseaux violences destructrices, d'une extension de l'insécurité et de l'instabilité du niveau national au niveau régional. Dans nombre de pays, les tensions sociales, économiques, foncières ou environnementales se sont politisées et sont donc devenues l'enjeu des conflits diminue la capacité des cadres de gouvernances existants et des mécanismes actuel de contrôle.

Présentation de la méthodologie :

La transparence des flux financiers liant les entreprises multinationales des secteurs du pétrole, du diamant et du bois aux gouvernements en Afrique centrale, est préconisée par de nombreux acteurs de la société civile et des organisations internationales comme un système efficace de gouvernance susceptible de réduire les impacts économiques et sociaux particulièrement négatifs qui sont à l'origine de nombreux conflits dans cette région. Elle constitue, de ce point de vue, une étape fondamentale dans la réduction de la pauvreté et la restauration progressive et durable de la paix en Afrique centrale.

Cela met en évidence la nécessité de repenser la gouvernance en utilisant la réalité des conflits violents liés aux ressources naturelles comme point d'entrée pour analyser les modes de gouvernance et leur indépendance avec les dynamiques de conflits ; ou bien, utiliser l'analyse des modes de gouvernance comme point d'entrée pour explorer les causes des conflits, leur persistance, les institutions et les instruments appropriés pour les résoudre. Cela explique la nécessité d'avoir une connaissance approfondie des modes de gouvernance existants, leur interaction avec les dynamiques des conflits liés aux ressources naturelles et leur contribution potentielle à la paix et à la sécurité humaine dans la région.

La question principale est de savoir comment promouvoir et réaliser, dans le contexte de la mondialisation de l'économie et de la crise économique internationale, des formes de gouvernance transparente et démocratique capables de répondre aux besoins vitaux de sécurité humaine et de développement durable et, qui dans le même temps, soient capables de répondre efficacement et urgemment aux préoccupations sociales des populations locales ?

La recherche procède à une étude comparative des principales méthodologies de bonne gouvernance mises en chantier sur le plan régional dans ces secteurs des économies des pays africains, à savoir :

- Le processus « *publiez ce que vous payez* » et « *EITI* » (Hydrocarbures) qui entend promouvoir et garantir la transparence au profit d'investissements sociaux profitables aux populations dans la lutte contre la pauvreté ;
- Le « *processus de kimberley* » (diamant) qui entend priver les acteurs et gouvernements prédateurs des ressources pour alimenter les conflits et ainsi accroître les niveaux des budgets publics pour une meilleure gouvernance post-conflictuelle ;

- Le « *Processus de certification des bois tropicaux* » dans le cadre de *l'initiative pour la protection des forêts du bassin du Congo* qui entend enraciner un cadre de développement durable en Afrique centrale

L'étude va dégager des outils méthodologiques et pédagogiques utiles pour le renforcement des capacités des divers acteurs, faire comprendre les interactions globales et locales pour consolider la paix, valoriser les actions entreprises et assurer une meilleure information publique sur le plan régional et international.

Processus méthodologique :

L'analyse se fera à travers quatre questions principales :

- 1- Les méthodologies et institutions de la gouvernance transparente appliquées à l'exploitation des ressources naturelles (diamant, pétrole, bois) peuvent-elles simultanément, dans le contexte de la mondialisation de l'économie, garantir la durabilité et la rentabilité des investissements privés étrangers tout en assurant des fondations non-violentes à la démocratisation en Afrique centrale. En d'autres termes, les initiatives fondées sur le « processus de kimberley » (diamant, ci-après kimberley), l'initiative EITI et le processus « publiez ce que vous payez », (pétrole et autres minerais, ci-après PCQVP) et le processus de la « certification des bois tropicaux » (forêts, ci-après CBT) peuvent-elles conduire à l'institutionnalisation et à la socialisation d'un cadre de gouvernance démocratique qui induira une paix sociale et un développement durable en Afrique centrale ?
- 2- Ces méthodologies contribueront-elles à assurer simultanément la stabilité et l'attractivité économiques, la sécurité humaine, le développement durable et la stabilité politique propices à la consolidation de la paix et de la démocratie en Afrique centrale dans un contexte de mondialisation ?
- 3- De telles initiatives peuvent-elles, malgré les controverses et les affrontements entre divers acteurs qu'elles génèrent, conduire à la consolidation de la paix en réduisant ou en éradiquant les dynamiques de violences provoquées par le contrôle des ressources naturelles ?
- 4- Ces initiatives et méthodologies sont-elles porteuses d'une dynamique de renégociation et de stabilisation des nouveaux contrats sociaux issus des processus de démocratisation et de libéralisation des économies en Afrique ?

L'accent est mis sur les synergies et les complémentarités dans les domaines des ressources naturelles stratégiques (hydrocarbures, bois, diamant et autres minerais) dans le but de livrer un tableau dynamique, cohérent et exhaustif des enjeux, des risques et des opportunités pour la consolidation de la paix en Afrique centrale, dans le contexte de la mondialisation de l'économie. Cette recherche mettra aussi en lumière la responsabilité sociale des entreprises multinationales dans les pays en développement où elles opèrent.

Au regard de ces considérations, trois objectifs-clés vont guider cette recherche :

- 1- Promouvoir des études de cas sur le terrain dans une perspective comparatiste permettant de formuler et de promouvoir des méthodologies adéquates pouvant aboutir à l'élaboration pratique des « ressources de la paix » en Afrique centrale ;

- 2- Promouvoir les échanges d'expériences sur les typologies et les parcours méthodologiques de chacun des processus étudiés pour en tirer les enseignements opérationnels profitables aux divers acteurs de terrain (gouvernements, sociétés civiles, organisations régionales et internationales, entreprises) ;
- 3- Contribuer à l'information publique saine et à des prises de décisions publiques sur les stratégies de prévention des conflits liés aux ressources naturelles, aux modalités pragmatiques de sortie de crises et au développement durable en faveur de la paix et de la sécurité régionales et internationales.

La conduite de la recherche prendra pour méthodologie de base la mise en lumière des pratiques existantes, des cadres juridiques et des procédures institutionnelles, en vue de produire des savoirs adéquats permettant la formulation des politiques et le renforcement des capacités des divers acteurs locaux et internationaux dans la recherche des solutions de paix en Afrique centrale. Seront donc privilégiées, les études de cas sur le terrain et une politique d'immersion des chercheurs au sein des organisations, des familles d'acteurs et des institutions qui agissent et interagissent sur le débat relatif à l'exploitation des ressources naturelles en Afrique centrale. Cette approche pratique et empirique ne fera cependant pas l'économie d'un approfondissement théorique et épistémologique des problématiques faisant l'objet de la recherche.

Sous réserve des spécifications méthodologiques particulières qui seront préalablement discutées au moment de l'élaboration du projet de recherche, l'approche méthodologique globale reposera sur les éléments suivants :

- 1- Une approche comparatiste qui mettra l'accent sur les dynamiques des conflits liés aux ressources naturelles exploitées en Afrique centrale. Partant des réalités de terrain, nous étudierons les cadres d'intervention des acteurs, les moyens et stratégies, les ressources disponibles ou nécessaires dans chaque famille d'acteurs ou pour chaque processus, les législations et institutions favorisant ou freinant les initiatives de terrain, les perceptions et les représentations.
- 2- Une série de consultations interactives qui mettront en lumière la diversité des réalités de terrain, des approches, des initiatives et expériences des différents réseaux et familles d'acteurs intervenant dans les secteurs du diamant, du pétrole et du bois. Ces consultations utiliseront les approches systémiques, participatives et sexospécifiques.
- 3- Une valorisation de connaissance et expériences en opérant la synthèse des pratiques existantes, et en réunissant les données sur les initiatives en cours, dans le but de cadrer les méthodologies et d'identifier les possibilités de prises de décisions concrètes.

Valeur ajoutée méthodologique :

L'exploitation non durable des forêts tropicales, la gestion opaque du secteur pétrolier, la contrebande des diamants et autres minerais ont favorisée la lutte violente pour le pouvoir en vue de capter la rente des ressources naturelles, conduisant ainsi aux guerres civiles. Les diamants, le pétrole et le bois devraient contribuer au développement économique et non au financement des guerres. Selon les divers rapports établis par les organisations internationales et les organisations de la société civile, les gouvernements de ces pays ne fournissent pas

d'informations crédibles sur leurs revenus issus des ressources naturelles. Les compagnies de pétrole, du bois ou du diamant ne publient pas non plus d'informations sur les paiements effectués aux gouvernements. Le résultat final est une aggravation de la corruption, une persistance du déclin social, un accroissement de la pauvreté, un renforcement des pouvoirs autoritaires et une accumulation de troubles politiques qui mènent finalement à une récurrence de conflits liés à l'exploitation et au contrôle des ressources naturelles.

Il faut d'emblée souligner que malgré l'abondance de la littérature scientifique, ces nombreux travaux ou rapports n'abordent que très peu la place des dynamiques actuelles de consolidation de la paix par la mise en chantier des méthodologies de gouvernance transparente des ressources. Ces processus étant très récents, les analyses précédentes sont souvent descriptives, sinon prescriptives et prospectives. Elles n'ont pas encore pu dégager une vision méthodologique d'ensemble pour pouvoir construire un cadre scientifique cohérent, systématique et global, prenant spécifiquement appui sur les réalités de l'Afrique centrale.

Ces études sont aussi limitées par leurs approches thématiques (soit le diamant, soit le pétrole, soit le bois). Or, il est évident que la compréhension de ces dynamiques mérite une vision comparative, empirique et globale pour pouvoir dégager des perspectives pertinentes pour la formulation des politiques et des cadres institutionnels et normatifs adéquats.

La recherche envisagée est d'une importance fondamentale pour la compréhension des processus conflictuels évolutifs et récurrents en Afrique centrale. Les enjeux et les causes de la violence variant avec le temps et se déplaçant progressivement dans l'espace, il est difficile d'évaluer précisément l'importance relative de chaque facteur dans le déclenchement et la perpétuation des conflits violents ; il reste néanmoins essentiel de distinguer les causes structurelles des causes immédiates, les facteurs déclenchant et les autres mécanismes de transmission, afin d'identifier les grandes tendances des conflits liés à l'exploitation au contrôle des ressources naturelles, leur intensité, leur durée, leur portée géographique et leurs impacts. L'évaluation des impacts des « ressources de la guerre » sur la budgétisation de la paix permettra une meilleure traçabilité des ressources publiques issues de l'exploitation des ressources naturelles en favorisant un accroissement qualitatif des budgets sociaux prioritaires. Ce qui accroîtra les possibilités et potentialités de ces pays vers le développement durable et la sécurité humaine dans le cadre de la réalisation des objectifs du millénaire.

Présentation :

Pour la présentation de la communication, je n'aurais pas besoin d'un matériel particulier sinon juste de mes notes.